

Pour Dumitru Tsepeneag

Volume 17, numéro 4 (100), juillet–août 1975

100 fois sur le métier...

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30969ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

(1975). Pour Dumitru Tsepeneag. *Liberté*, 17(4), 4–4.

Pour Dumitru Tsepeneag

Notre ami Dumitru Tsepeneag, rédacteur en chef des *Cahiers de l'Est*, a été exclu de l'Union des écrivains de Roumanie et vient d'être privé de sa nationalité par un « décret présidentiel ». La revue LIBERTE avait été la première, nous semble-t-il, à publier en français des traductions de ses nouvelles qui devaient paraître chez Flammarion. Nous rappelons que Tsepeneag était parmi nous l'an dernier, lors de la Rencontre québécoise internationale des écrivains.

Les signataires d'un appel en faveur de Tsepeneag écrivaient dans le journal *Le Monde* : « Cette exclusion nous étonne d'autant plus que la littérature de Dumitru Tsepeneag, qui a publié deux livres en France, n'a pas un caractère politique [...] Nous sommes conduits à croire que l'exclusion de Tsepeneag est une mesure d'intimidation à l'égard des *Cahiers de l'Est*, que nous envisageons comme un pont entre l'Est et l'Ouest. »

Il n'est pas inutile de rappeler ici que les *Cahiers de l'Est* ont publié dans leur premier numéro un article majeur d'Octavio Paz, un entretien de François Fejto avec Siniavski et des textes entre autres de Tibor Dery et Ionesco. Dans le deuxième, on peut citer Mircea Eliade, Miodrag Pavlovic et Janos Pilinszky, ces deux derniers ayant été nos invités lors de la première Rencontre québécoise internationale des écrivains, en 1972.

L'exclusion de l'Union des écrivains, dans un pays de l'Est, signifie l'impossibilité de publier dans sa patrie. La privation de sa nationalité l'empêche de revoir sa terre natale. Quand on lit certains textes de nos jeunes idéologues qui s'efforcent de discriminer les écrivains du Québec en bon ou en mauvais selon que leur travail d'écriture s'engage ou non en faveur de la cause nationale et sociale, on comprendra que nous voyions poindre, dans leurs propos, le souhait d'une Union des écrivains du Québec, laquelle pourrait enfin censurer, ou mieux, empêcher d'écrire ceux qui poursuivent leur voie hors des sentiers d'une praxis intellectuelle primaire, du côté, dirait nos jeunes commissaires des lettres, de « l'empirisme aveugle » ou de « l'idéalisme qui transfigure ». Il serait superflu d'explicitier pourquoi nous sommes contre ceux qui ont la prétention de parler au nom du peuple, en parlant du jour où les écrivains devront rendre compte de leurs textes au tribunal du peuple. Malgré leur ruse et leur enchaînement dialectique, nous savons *qui* fera partie du tribunal. Ça ne sera toujours que des commissaires, des idéologues et des inquisiteurs.

Nous protestons violemment contre l'exclusion de Tsepeneag, parce que nous sommes contre tout tribunal qui se cache derrière le peuple, contre toute censure politique déguisée. Sans cette liberté fondamentale, l'écriture pour nous n'aurait aucun sens, et il est bien évident que LIBERTE n'existerait plus.

F.O.